

TIZI-OUZOU

Les P/APC RCD critiquent la gestion du wali

C'est un véritable réquisitoire que les P/APC RCD de la wilaya de Tizi-Ouzou ont dressé contre le wali, remettant en cause sa politique et sa gestion du développement local, ainsi que les rapports qu'il entretient avec l'ensemble des élus APC.

Dans une lettre ouverte qu'ils lui ont adressée, les présidents d'APC du parti de Saïd Sadi reprochent au wali la non-tenue des engagements pris.

Ainsi, ils se désolent qu'en lieu et place des disponibilités financières promises pour la prise en charge de leurs plans d'action, ce sont des PCD «dont le montant est dérisoire» qui leur sont octroyés, reprochant, au passage au même responsable, la non-tenue de ses engagements d'octroi de PCD complémentaires. La prise en charge par l'administration de

certains programmes, celui ayant, notamment, trait à l'amélioration urbaine et aux intempéries n'est pas du goût des élus RCD.

Si le premier constitue, souvent, selon ces derniers, une source de mécontentement des citoyens, le deuxième «censé être des opérations d'urgence», n'a pas abouti à ce jour. La réduction des prérogatives des élus soumis à la tutelle envahissante de l'administration constitue l'autre source de mécontentement des édiles communaux du RCD. «La mise sous tutelle du pouvoir du maire, en le dépouillant graduellement de ses prérogatives, le place dans une position d'impuissance face aux doléances des citoyens», écrivent-ils, critiquant la marginalisation du rôle et la voix du représentant des APC au sein des comités techniques de daïra «où les décisions collectivement arrêtées sont rarement exécutées». Dans le même ordre d'idées, ces élus se demandent

pourquoi leurs propositions de prise en charge des problèmes soulevés par les citoyens ne sont jamais acceptées par l'administration en temps opportun, alors que cette dernière s'empresse de répondre favorablement à ces mêmes doléances une fois que la population témoigne de son mécontentement, s'interrogeant, au passage, sur le but recherché par «cette politique de prime à la violence et au désordre qui n'est pas sans risque de contagion générale».

Croyant déceler les visées sournaises d'une telle démarche, les présidents d'APC qui demandent au wali d'agir dans le sens de l'harmonisation des efforts de tous les intervenants dans le développement local se demandent s'il n'y a pas «une volonté de discréditer l'élu local ou de maintenir la région dans un état continuuel de tension».

S. A. M.

DIRECTION DE L'ÉDUCATION DE SKIKDA

Bousculades devant le siège

C'est le branle-bas de combat devant le siège de la direction de l'éducation. Depuis le début de ce mois, c'est le rush qui est observé durant les heures administratives.

Les membres de l'élite algérienne «campent» sur les lieux à longueur de journée dans l'ambition, souvent avortée, de trouver une écoute à leurs doléances. Les couloirs et les espaces de l'édifice n'auront pas à désempirer pour le moins jusqu'au mois d'octobre. Les licenciés en lettres, les enseignants de l'école supérieure, les professeurs d'enseignement technique, les diplômés des filières techniques, pour ne citer que ceux-là, sont assis à même le sol, devant les escaliers des services, sur les bordures des carrés de végétation qui embellissent les petites cours et l'entrée principale.

L'image est honteuse pour l'Algérie «d'El-izza ouel karama». L'objectif est de rencontrer un chef de service, déposer un dossier ou seulement accompagner un collègue. Le calvaire des diplômés est souvent double : attente interminable et déplacement éprouvant qui les ramène des régions de Tamalous, Oum Toub, Collo, Ouled Attia, distantes, à l'exemple de cette dernière, du chef-lieu de wilaya de 120 km ! Les agents de sécurité ont du pain sur les planches, la difficulté de gérer des situations de haute tension en est, entre autres, l'un des faits les plus illustratifs. La porte d'entrée est toujours bloquée, il est très éprouvant de s'y frayer un chemin. Munis de stylos et de calepins, des personnes notent les dates des concours et les pièces constitutives du dossier à fournir en la circonstance, contenues

dans les affiches placardées sur le mur de la loge du gardien.

L'agent de faction ne cessait de demander à ces derniers de céder le passage. En vain. A chaque rentrée, c'est le même topo. Les services compétents de l'académie sont submergés par la quantité des problèmes. On veut régler presque tout au dernier moment : le transfert des élèves, la mutation des enseignants, l'affichage des résultats des concours d'accès aux postes d'emploi et, parfois même, la désignation des directeurs à la tête des établissements scolaires. «C'est comme ça, on doit attendre

septembre pour avoir une situation précise sur les départs en retraite, les postes vacants pour pouvoir les remplacer.» Le point sur la situation des établissements a été faite une quinzaine de jours avant la rentrée scolaire.

Des réunions marathoniennes se sont tenues avec les proviseurs et directeurs, précédées par la mission à Alger du directeur de l'éducation. Ensuite, ce sont des visites d'inspection dans quelques écoles, sous la houlette du wali, qui ont meublé l'agenda de travail des responsables de la direction. D'ailleurs, pour la première fois, les statistiques liées à la

rentrée ont été communiquées à la radio de Skikda par le secrétaire général de l'insitution. Par ailleurs, l'idée lancée par le directeur, il y a de cela quelques jours, de la création d'une cellule de communication est restée au stade de l'intention. Le choix de la date des concours à quelques jours seulement de la rentrée est, entre autres, un indice qui montre, on ne peut mieux, le mauvais timing dont les répercussions sur l'éducation ne sont pas moindres. Au bout du compte, les grands pénalisés ne sont autres que les élèves et les enseignants, en particulier ceux en quête d'emploi.

Zaid Zoheir

SOLIDARITÉ RAMADANESQUE

1 480 couffins pour 300 familles nécessiteuses à Filfila

Filfila, l'une des trois communes de la daïra de Skikda, a eu à distribuer 1 480 couffins aux familles pauvres et démunies durant le Ramadan. Ce qui est loin des 460 couffins du mandat précédent. «Du jamais atteint. Aussi, le montant dégagé sur le budget communal qui est de 2 millions de dinars est un record en la matière. Il nous a permis d'acquérir 600 couffins contenant 12 produits, notamment 25 kg de semoule et 5 litres d'huile», se targue le P/APC, Fodil Bouloudani.

Le restant du nombre est réparti de la manière suivante, 480 couffins distribués par les soins de la daïra, et dont le financement a été assuré par la wilaya, à hauteur de 1,5 million de dinars et 400 couffins, dont 200 en voie de livraison, à la charge de la direction des affaires sociales, financés par Sonatrach. La distribution dans cette commune a largement couvert les besoins formulés. La preuve, le nombre des nécessiteux répertoriés sur le plan administratif est de l'ordre de 300 familles.

La commune de Mezedj-Edchiche, distante du chef-lieu de wilaya de près 45 km, compte près de 600 familles démunies. Le nombre de couffins, provenant de l'aide de la wilaya, de particuliers et sur fonds du budget communal,

est de 530, ce qui ne répond pas à la demande réelle. L'APC, vu la faiblesse des ressources financières, n'a pu acquérir que 85 couffins. Un seul restaurant de la Rahma a ouvert ses portes, dans le village de Rabah Dakiche, l'un des plus pauvres de la région. Financé conjointement par l'APC et l'association de quartier, il a eu à prendre en charge 75 familles.

A Zerdez, commune relevant de la circonscription administrative d'El-Harrouche, la pauvreté sévit âprement. La région qui abrite sur son territoire le fameux barrage, compte 630 familles pauvres. A ce jour, 580 couffins ont été distribués, dont 120 par l'APC. 240 000 DA ont été réservés par cette dernière pour cette opération. Pour y remédier au manque, un restaurant, servant 400 repas par jour, a ouvert ses portes. «A la lumière de ces données, le déficit est évalué à 50 familles», se désole le P/APC, M. Nekakaâ.

Toujours dans le cadre de la solidarité ramadanesque, une opération de circoncision, chapeautée par l'APC, ciblant 25 enfants, sera initiée le 27 de ce mois, à l'occasion de Leilat El-Kadr, et sera sanctionnée par une remise de cadeaux.

Z. Z.

KHENCHELA

Trois membres d'une même famille morts dans un accident de la circulation

3 membres de la famille «Redjil» demeurant à Aïn Lahma, commune de Babar, 30 km au sud du chef-lieu de la wilaya de Khenchela, on trouvé la mort, samedi après-midi, dans un accident de circulation survenu sur la route nationale reliant Khenchela à Biskra, précisément dans la localité de Aïn-Djebouâ.

La voiture roulant à une vive allure a dérapé dans un virage causant la mort d'un enfant âgé de 3 ans, le père et la mère ont rendu l'âme une demi-heure aux urgences de l'hôpital Ali Boushaba de Khenchela, et la fille âgée de 5 ans a reçu les premiers soins au même établissement puis transférée à Kaïs par les services hospitaliers. La gendarmerie a ouvert une enquête pour déterminer les circonstances exactes de ce drame.

Un homme se suicide

Un homme âgé de 40 ans, demeurant à Tizint, commune de Chechar, 50 km au sud de la wilaya, a mis fin à ses jours en se pendant, au sein de son domicile à l'aide d'une corde. Les membres de sa famille qui ont découvert le corps ont alerté la gendarmerie qui s'est déplacée sur les lieux avec les agents de la Protection civile.

Le corps du défunt a été déposé à la morgue de l'hôpital de Chechar alors que les services de la gendarmerie ont ouvert une enquête. A noter qu'il s'agit du deuxième acte de suicide après celui du jeune de 17 ans, il y a une semaine à Babar.

Benzaïm Abdelouahab

BÉCHAR

Où sont passés les 23 passeports hadj ?

Certains citoyens sont scandalisés en raison des informations qui circulent depuis quelques jours à propos de 23 passeports hadj. Selon eux, la wilaya aurait remis à la commission du hadj de la commune de Béchar pas moins de 273 passeports destinés aux futurs hadjis tirés au sort. D'après ces citoyens, seuls 250 personnes sont retenues.

Pour eux, le reste, c'est-à-dire 23 passeports, ont été «détournés» par les membres de la commission communale et répartis en catimini entre les membres d'un cercle restreint constitué d'élus et de cadres de la mairie. Les mêmes sources affirment que le wali a été informé de cette affaire et ordonné la restitution desdits passeports.

Cette histoire nous a été confirmée par un élu qui avait lui aussi bénéficié d'un passeport parmi les 23. «C'est vrai, on m'a donné un passeport et ces derniers jours on m'a demandé de le restituer. J'ai été complètement bouleversé», nous dira-t-il. Pour le moment, nous n'avons pu rencontrer le P/APC qui se trouve justement en Arabie Saoudite pour une omra. D'ailleurs, d'autres informations circulent à propos de cette omra.

Il paraît que les œuvres sociales lui auraient payé le voyage. Or, selon notre source, il n'en a pas le droit. En effet, le décret n°82-179 du 15 mai 1982 fixant le contenu et le mode de financement des œuvres sociales stipule dans son article 4 : «Sont bénéficiaires des œuvres sociales de l'organisme employeur les travailleurs et retraités, ainsi que les familles qui sont à leur charge.

Les familles des travailleurs décédés continuent de bénéficier des mêmes avantages.» On ignore pour le moment si des modifications ont été apportées au règlement intérieur pour pouvoir octroyer de grosses sommes d'argent au profit de gens non concernés par cet article.

A notre connaissance aucune enquête n'a été déclenchée pour éclaircir cette situation.

Liès Mourad